

2019

Annual Report
KBC Group Re



Table des matières

Table of contents

Fiche d'identité.....	4
Message du Président.....	5
Rapport du Conseil d'Administration.....	6
Rapport d'audit	10
Bilan	20
Compte de profits et pertes	22
Annexe	24

Company profile	4
Message from the Chairman	5
Report of the Board of Directors	6
Independent auditor's report	16
Balance sheet	20
Profit and loss account	22
Notes on the accounts	24

Fiche d'identité

Company Profile

Constituée le 20 mars 1989
Capital social : 41.692.987,12 EUR
Adresse : 4 rue du Fort Wallis – L 2714 Luxembourg
Tél : 00352/29 99 92 1 – Fax : 00352/29 96 18 –
Email : contact@kbcgroupe.lu

Actionnaire :

100 % KBC Verzekeringen N.V.*

Note de solidité financière

KBC Group Re SA a un rating "A" (perspective négative)
auprès de S&P (24/04/2020)

Conseil d'Administration

Président : Hans Verstraete

Membres : Johan Daemen
Marc Euben (jusqu'au 5 mars 2020)
Nele Vandaele (à partir du 5 mars 2020)
Ivo Bauwens

Gestion journalière :

Ivo Bauwens

Auditeur externe

PricewaterhouseCoopers
2 rue Gerhard Mercator
L-1014 Luxembourg

Incorporated on 20 March 1989
Share capital: 41.692.987,12 EUR
Address: 4 rue du Fort Wallis – L-2714 Luxembourg
Tel: 00 352 29 99 92 1 – Fax: 00 352 29 96 18 –
E-mail: contact@kbcgroupe.lu

Shareholder

Wholly owned by KBC Insurance NV*

IFS rating

KBC GROUP RE SA has an "A" (negative outlook) rating
with S&P (24/04/2020)

Board of Directors

Chairman : Hans Verstraete

Members: Johan Daemen
Marc Euben (until 5 March 2020)
Nele Vandaele (from 5 March 2020)
Ivo Bauwens

Day-to-day management:

Ivo Bauwens

External auditors

PricewaterhouseCoopers
2 rue Gerhard Mercator
L-1014 Luxembourg

* filiale à 100% de KBC Group N.V.

* Wholly owned subsidiary of KBC Group NV

Message du Président

Message from the Chairman

L'optimisme énoncé lors de la présentation de notre précédent rapport annuel était légitime. KBC Groupe Re a enregistré en 2019 une progression de son chiffre d'affaires et un bénéfice opérationnel solide. Cela va de pair avec son rôle de véhicule de réassurance interne dans un contexte de centralisation de la réassurance du groupe.

Toutefois, l'environnement dans lequel nous opérons a fortement changé. Le fléau de la pandémie Covid 19 rappelle la fragilité humaine et l'imprévisibilité de l'avenir. En même temps, cette pandémie a provoqué une dégradation brutale de la situation économique et poussé le monde dans une récession historique.

Rappelons-nous cependant que dans l'actualité du moment les effets de tout fléchissement semblent toujours plus aigus qu'ils n'y paraissent avec le recul du temps. Des retournements positifs se sont produits par le passé et se répéteront à l'avenir.

La bonne maîtrise des fondamentaux de notre métier et le rôle crucial des femmes et des hommes et du travail en équipe faciliteront la sortie de cette période difficile. La qualité élevée de notre bilan constitue également un atout majeur.

J'assure de ma haute considération l'ensemble des collaborateurs de KBC Group Re pour les réalisations de l'année 2019 mais aussi pour leur capacité d'adaptation dans la situation actuelle. Leur santé et celle de leurs proches, comme celle des autres employés de KBC, sont au cœur de mes préoccupations.

Finalement je tiens encore à remercier nos conseillers pour leur contribution et nos rétrocessionnaires pour le soutien qu'ils nous apportent.

The optimism, as announced during our preceding annual report, was legitimate. KBC Group Re has registered for 2019 an increase of its turnover and a solid operational profit. This goes hand in hand with its role as an internal reinsurance entity in the context of the centralization of reinsurance within the group.

However, the environment in which we do business has changed drastically. The scourge of the Covid-19 pandemic reminds us about the human frailty and the unpredictability of the future. At the same time, this pandemic has provoked a brutal degradation of the economic situation and has pushed the world into an historical recession.

Let us remember, nevertheless, that in the present day the effects of any decline always seem more acute than they appear with hindsight. Positive reversals have occurred in the past and will occur in the future.

The good management of the fundamentals of our profession and the crucial role of our staff and teamwork will facilitate the exit from this difficult period. The high quality of our balance sheet is also a major asset.

I assure all of the KBC Group Re employees of my high consideration for the achievements of 2019 but also for their ability to adapt to the current situation. Their health, the health of their loved ones or of any other KBC employee, is at the heart of my concerns.

Finally, I would also like to thank our advisers for their contribution and our retrocessionaires for the support they give us.



Hans Verstraete, *Président*

Hans Verstraete, *Chairman*

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES

Pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

Messieurs,

1. Nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'activité de notre société au cours de l'exercice écoulé. Conformément à la loi et aux statuts, nous soumettons à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019.

Le résultat de la société présente un bénéfice de EUR 12.903,958 après la dotation à la provision d'égalisation.

Le total du bilan est d'EUR 488,10 millions, contre EUR 539,93 millions en 2018.

2. Compte technique non-vie

Les primes émises brutes s'élèvent à EUR 40,58 millions contre EUR 32,51 millions réalisées en 2018. Les primes acquises nettes de rétrocession atteignent EUR 23,74 millions (EUR 19,11 millions en 2018).

Le ratio 'Frais d'acquisition nets / Primes émises nettes de rétrocession' est de 7,63 % au 31 décembre 2019 contre 9,02 % au 31 décembre 2018.

Le ratio 'Frais d'administration / Primes acquises nettes de rétrocession' est de 8,07 % au 31 décembre 2019 contre 9,87 % au 31 décembre 2018.

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS TO THE SHAREHOLDERS

For the period starting 1 January 2019 to 31 December 2019

Gentlemen,

1. We are pleased to report to you on the activities of our company during the past financial year. In accordance with the law and our articles of association, we hereby submit the annual accounts for the year ended 31 December 2019 for your approval.

Our company recorded a profit of 12.903.958 EUR after an allocation to the equalization reserve.

Total assets amounted to 488.10 million EUR in 2019, compared with 539.93 million EUR in 2018.

2. Non-life technical account

Gross written premiums amounted to 40.58 million EUR compared to 32.51 million EUR recorded in 2018. Earned premiums net of retrocession reached 23.74 million EUR (19.11 million EUR in 2018).

The ratio of "acquisition expenses to earned premium, net of retrocession" is at 7.63% on 31st December 2019 compared to 9.02% on 31 December 2018.

The ratio of "administration expenses to earned premiums, net of retrocession" reached 8.07% on 31st December 2019 compared to 9.87% on 31st December 2018.

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

3. Compte non technique

Au niveau financier, l'année s'est soldée par un montant positif d'EUR 21,49 millions contre EUR 1,74 millions en 2018.

4. Au 31 décembre 2019, la société bénéficie d'un rating « A » (perspectives stables), auprès de S&P. La stratégie, avec le soutien de KBC Group, vise une notation dans la zone « A ».

5. Risques et incertitudes auxquels est confrontée la société

La société est principalement exposée aux risques de souscription, de marché, de contrepartie ainsi qu'aux risques opérationnels. Une gouvernance adaptée à la taille de l'entreprise et à la complexité de ses affaires a été mise en place pour identifier, mesurer et rapporter ces risques.

Le risque de souscription est composé des risques de tarification et de réserves, ainsi que du risque de catastrophe. Ces risques sont limités par la mise en place et le contrôle de limites d'exposition et par le recours à un programme de rétrocession adapté. Les réserves techniques sont quant à elles évaluées sur base d'informations en provenance des compagnies cédantes, retravaillées par le gestionnaire sinistres et complétées par des méthodes actuarielles destinées à évaluer les sinistres IBN(E)R.

Les risques de marché incluent principalement les risques sur les actions et les risques d'intérêt. Ils sont limités par une politique ALM en adéquation avec les activités de réassurance de la société.

Les risques de contrepartie englobent les risques de crédit inhérents à notre portefeuille obligations et les risques de crédit sur rétrocessionnaires. Une politique d'investissement saine, définissant des limites par catégories d'émetteurs et de ratings, et des limites de concentration, a été mise en place pour diminuer le risque dans le portefeuille d'investissements. Une politique de rétrocession déterminant des limites par rétrocessionnaire en fonction de leurs fonds propres et rating est également suivie.

3. Non-technical account

Financially, the year ended with a positive 21.49 million EUR amount compared to 1.74 million EUR in 2018.

4. At year-end 2019 the company had a rating of "A" (stable outlook) from Standard & Poor's. Our strategy, with support from KBC group, aims at an "A"-rating.

5. Risks and uncertainties facing the company

The company is primarily exposed to underwriting, market, counterparty and operational risks. We have established an adequate governance structure with regard to company size and to the complexity of its business in order to identify, measure and report these risks.

The underwriting risks comprise pricing, reserve and disaster risks. The risks are limited by the implementation and control of exposure limits and through use of an adapted retrocession programme.

The technical reserves are valued on the basis of information provided by the ceding companies, reworked by the claims manager and supplemented by actuarial methods in order to value the IBN(E)R claims.

Market risks include primarily interest rate risks and equity risks. They are limited by an ALM policy in line with the company's reinsurance activities.

Counterparty risks include credit risks in the company's bond portfolio and credit risks on retrocession. A sound investment policy, defining the limits by issuer and rating types, and concentration limits, has been put in place to reduce risk in the investment portfolio. A retrocession policy defining retrocession limits according to counterparties' own funds and rating is also pursued.

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

Les risques opérationnels sont gérés en concordance avec les exigences de KBC Group et un 'Business Continuity Plan' est en place.

6. Aucun événement, ni autre décision ne sont intervenus depuis la clôture de l'exercice 2019 dont l'importance serait de nature à avoir une influence sur la poursuite de l'activité de la société.
7. La stratégie de la société comme réassureur interne systématique du groupe et de partenaire potentiel exclusif pour tout dossier du groupe avec un assureur ou réassureur externe est poursuivie et fait l'objet d'amélioration continue.
8. Les activités en matière de recherche et développement telles que visées par la loi ne sont pas applicables pour la société.
9. La société n'a pas de succursale.
10. Conformément à la politique d'investissement, la société n'a pas eu recours à des produits dérivés.
11. La société n'a pas acquis et ne détient pas d'action propre.
12. La société est incluse dans les comptes consolidés établis par KBC Group.

Operational risks are managed in line with KBC Group requirements, and a 'Business Continuity Plan' is in operation.

6. No events or other decisions which could influence the continuation of the company's business have occurred since the closure of financial year 2019.
7. The company's strategy as a systematic internal reinsurer for the group and as an exclusive potential partner for any of the group's files with an external insurer or reinsurer is pursued and is subject to continuous improvement.
8. Activities in research and development, as provided for by law, are not applicable to the company.
9. The company has no branch office.
10. In accordance with its investment policy, the company did not use derivative products.
11. The company did not purchase and does not detain any of its own shares.
12. The company is included in the consolidated accounts drawn up by the KBC Group.

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

13. Le conseil d'administration vous propose :

- d'approuver les comptes annuels tels que présentés ci-joint,
- d'affecter le résultat de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	12.903.958
Kredietcorp - Libération de la réserve indisponible IF 2014	1.344.525
Réserve quinquennale IF 2020	- 637.950
Résultat à distribuer	13.610.533

- de donner décharge aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat au cours de la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.
- en remplacement de Monsieur Marc Euben, démissionnaire, les administrateurs proposent de coopter Madame Nele Vandaele, au poste d'administrateur et ce pour la durée de son prédécesseur. Le mandat de Madame Nele Vandaele viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2023.
- la ratification de la cooptation de Madame Nele Vandaele sera soumise à la délibération de la prochaine Assemblée. Cette Assemblée sera également appelée à se prononcer sur la décharge à donner à Monsieur Marc Euben jusqu'à la date de sa démission.
- de nommer un réviseur externe : suite à la démarche initiée par le groupe KBC de prolonger la désignation du réviseur principal au sein de la grande majorité de ses composantes, nous vous proposons de reconduire le mandat de la société PricewaterhouseCoopers comme réviseur de notre société et ce pour une durée d'un an.

Luxembourg, le 05 mars 2020

Le Conseil d'Administration

Hans VERSTRAETE, *Président*
Ivo BAUWENS, *Administrateur délégué*
Marc EUBEN, *Administrateur*
Johan DAEMEN, *Administrateur*

13. The Board of Directors proposes that:

- the statutory annual accounts, as presented here, be approved,
- the result be allocated as follows :

Result for the financial year	12.903.958
Kredietcorp – release of the unavailable reserve IF 2014	1.344.525
Five-year reserve IF 2020	- 637.950
Dividend to pay	13.610.533

- discharge be granted to the directors for the exercise of their mandate during the period between 1 January 2019 and 31 December 2019.
- to replace Mr Marc Euben, who has resigned, the directors propose to co-opt Mrs Nele Vandaele as director for the duration of her predecessor's term. Mrs Nele Vandaele's term of office will expire at the statutory General Meeting of Shareholders of 2023.
- the ratification of the cooptation of Mrs Nele Vandaele will be submitted for deliberation at the next Meeting. This Meeting will also be called upon to decide on the discharge to be given to Mr Marc Euben until the date of his resignation.
- the external auditor be appointed: complying with the proposal by KBC Group to renew the appointment of a single auditor for most members of the group, it is proposed that the mandate of PricewaterhouseCoopers be renewed as our company's auditor for one year.

Luxembourg, 05 March 2020

The Board of Directors

Hans VERSTRAETE, *Chairman*
Ivo BAUWENS, *Managing Director*
Marc EUBEN, *Director*
Johan DAEMEN, *Director*



Rapport d'audit

Aux actionnaires de
KBC Group Re S.A.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Notre opinion

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de KBC Group Re S.A. (la « Société ») au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Notre opinion est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou à l'organe équivalent.

Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Société comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2019 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ; et
- les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

*PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu*

*Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518*



Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N° 537/2014.

Les services fournis en plus de l'audit légal tant à la Société qu'à sa ou ses filiales, lorsqu'applicable, pour l'exercice clos à cette date, sont mentionnés dans la note 20 des comptes annuels.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit

Provision pour sinistres tardifs

La provision pour sinistres (61,1 millions EUR) se compose de la provision pour sinistres déclarés (52,5 millions EUR) et de la provision pour sinistres tardifs (8,6 millions EUR) (ci-après « provision IBNR ») qui a été calculée/estimée par la Société (voir Note 2 des comptes annuels).

Cette provision IBNR est, par nature, le résultat d'estimations. Ces estimations sont influencées par la méthodologie de calcul et les différentes hypothèses sous-jacentes retenues pouvant engendrer par conséquent un risque de sur/sous-estimation de cette provision.

Par ailleurs, le calcul de la provision IBNR requiert l'utilisation de données sources exactes et exhaustives.

Comment notre audit a répondu à cette question clé

En collaboration avec nos actuaires internes, nous avons tout d'abord pris connaissance du processus mis en place par la Société pour déterminer la provision IBNR.

Nous avons ensuite complété nos procédures comme suit :

- Nos actuaires ont évalué, par rapport aux techniques actuarielles reconnues et en utilisant leur expérience et connaissance de l'industrie, le caractère approprié de la méthodologie, des méthodes et des hypothèses utilisées pour l'estimation de la provision IBNR par la Société ;
- Ils ont également effectué un calcul indépendant de la provision IBNR pour s'assurer de son caractère raisonnable ;
- Enfin, nous nous sommes assurés de la fiabilité des données utilisées par les actuaires de la Société pour estimer la provision IBNR par le biais d'un rapprochement avec les données techniques sources.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder



notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.



Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 13 mai 2019 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 4 ans.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par
Anthony Dault

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'ADault', written over a horizontal line.

Luxembourg, le 13 mars 2020



Audit report

To the Shareholders of
KBC Group Re S.A.

Report on the audit of the annual accounts

Our opinion

In our opinion, the accompanying annual accounts give a true and fair view of the financial position of KBC Group Re S.A. (the "Company") as at 31 December 2019, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation and presentation of the annual accounts.

Our opinion is consistent with our additional report to the Audit Committee.

What we have audited

The Company's annual accounts comprise:

- the balance sheet as at 31 December 2019;
 - the profit and loss account for the year then ended; and
 - the notes to the annual accounts, which include a summary of significant accounting policies.
-

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 on the audit profession (Law of 23 July 2016) and with International Standards on Auditing (ISAs) as adopted for Luxembourg by the "Commission de Surveillance du Secteur Financier" (CSSF). Our responsibilities under the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 and ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF are further described in the "Responsibilities of the "Réviseur d'entreprises agréé" for the audit of the annual accounts" section of our report.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

We are independent of the Company in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants' Code of Ethics for Professional Accountants (IESBA Code) as adopted for Luxembourg by the CSSF together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the annual accounts. We have fulfilled our other ethical responsibilities under those ethical requirements.

To the best of our knowledge and belief, we declare that we have not provided non-audit services that are prohibited under Article 5(1) of the EU Regulation No 537/2014.

The non-audit services that we have provided to the Company and its controlled undertakings, if applicable, for the year then ended, are disclosed in Note 20 to the annual accounts.

Key audit matters

Key audit matters are those matters that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the annual accounts of the current period. These matters were addressed in the context of our audit of the annual accounts as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters.

Key audit matter	How our audit addressed the Key audit matter
<p><i>Claims Reserve</i></p> <p>The claims reserve (EUR 61,1 million) consists of the provision for claims outstanding (EUR 52,5 million) and the Incurred But Not Reported provision (EUR 8,6 million) (hereinafter “IBNR provision”) which has been calculated / estimated by the Company (see Note 2 to the annual accounts).</p> <p>This IBNR provision is, by nature, the result of estimates. These estimates are influenced by the calculation methodology and the various underlying assumptions used, which could therefore generate a risk of over / underestimation of this provision.</p> <p>Furthermore, the calculation of the IBNR provision requires the use of exact and exhaustive source data.</p>	<p>Together with our actuarial experts, we first obtained an understanding of all Company's processes to determine the IBNR reserve.</p> <p>We have then complemented our procedures as follows:</p> <ul style="list-style-type: none">• Our actuaries have assessed whether, the methodology, the methods and assumptions used by the Company to estimate the IBNR reserve are appropriate by using their experience and knowledge of the industry and comparing them to recognised actuarial techniques;• Our actuaries also performed an independent recomputation of the IBNR reserve to ensure that the estimate is reasonable;• Finally, we ensured the completeness and accuracy of the data used by the Company's actuaries to estimate the IBNR reserve through a reconciliation with the accounting records.

Other information

The Board of Directors is responsible for the other information. The other information comprises the information stated in the management report but does not include the annual accounts and our audit report thereon.

Our opinion on the annual accounts does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the annual accounts, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the annual accounts or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the Board of Directors for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation and presentation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the annual accounts, the Board of Directors is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Responsibilities of the "Réviseur d'entreprises agréé" for the audit of the annual accounts

The objectives of our audit are to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an audit report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 and with ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these annual accounts.

As part of an audit in accordance with the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 and with ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- identify and assess the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal control;
- evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the Board of Directors;
- conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our audit report to the related disclosures in the annual accounts or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern;

- evaluate the overall presentation, structure and content of the annual accounts, including the disclosures, and whether the annual accounts represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

From the matters communicated with those charged with governance, we determine those matters that were of most significance in the audit of the annual accounts of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our audit report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter.

Report on other legal and regulatory requirements

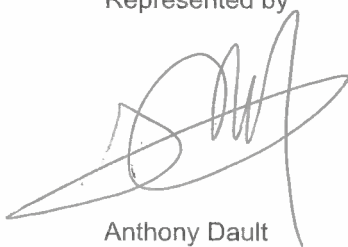
The management report is consistent with the annual accounts and has been prepared in accordance with applicable legal requirements.

We have been appointed as "Réviseur d'Entreprises Agréé" of the Company by the General Meeting of the Shareholders on 13 May 2019 and the duration of our uninterrupted engagement, including previous renewals and reappointments, is 4 years.

This document is an English translation of the original French version. Only the French version of the present annual accounts has been audited by the "Réviseur d'entreprises agréé". Consequently, the Audit Report refers to the French version of the annual accounts. Other versions result from a conscientious translation made under responsibility of the Board of Directors. In case of differences between the French version and the translation, the French version prevails.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Represented by

Luxembourg, 13 March 2020



Anthony Dault

Bilan au 31 décembre 2019 (exprimé en euros)

Balance sheet as at December 31, 2019 (expressed in Euro)

ACTIF	2019	2018	ASSETS
Actifs incorporels (Note 3)	101.395	100.109	Intangible assets (Note 3)
Placements			Investments
Placements dans des entreprises liées et participations			Investments in affiliated undertakings and participating interests
Parts dans des entreprises liées (Note 4)	799	799	Shares in affiliated undertakings (Note 4)
Autres placements financiers			Other financial investments
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (Note 5)	85.445.649	63.850.829	Shares and other variable-yield securities (Note 5)
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (Note 6)	327.240.703	366.739.399	Debt securities and other fixed-income securities (Note 6)
	412.686.352	430.590.228	
Dépôts auprès des entreprises cédantes (Note 7)	28.326.512	37.414.085	Deposits with ceding undertakings (Note 7)
	441.013.663	468.005.112	
Part des réassureurs dans les provisions techniques			Reinsurer's share of technical provisions
Provision pour sinistres	6.838.741	10.237.435	Claims outstanding
Créances			Debtors
Créances nées d'opérations de réassurance (Note 8)	4.328.642	8.796.045	Debtors arising out of reinsurance operations (Note 8)
Autres créances (Note 9)	20.216.525	31.494.433	Other debtors (Note 9)
	24.545.167	40.290.478	
Autres éléments d'actif			Other assets
Actifs corporels et stocks (Note 10)	200.092	239.878	Tangible assets (Note 10)
Avoirs en banque, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse	10.335.548	14.366.027	Cash at bank and in hand
	10.535.640	14.605.905	
Comptes de régularisation			Prepayments and accrued income
Intérêts et loyers acquis non échus	5.069.698	6.695.395	Accrued interest
	488.104.304	539.934.434	

Bilan au 31 décembre 2019 (exprimé en euros)

Balance sheet as at December 31, 2019 (expressed in Euro)

PASSIF	2019	2018	LIABILITIES
Capitaux propres (Note 11)			Capital and reserves (Note 11)
Capital souscrit ou fonds équivalent (Note 11)	41.692.987	41.692.987	Subscribed capital (Note 11)
Réserves			Reserves
Réserve légale (Note 12)	4.169.299	4.169.299	Legal reserve (Note 12)
Autres réserves	13.867.953	15.514.651	Other reserves
Résultat de l'exercice	12.903.958	17.672.501	Profit for the financial year
	72.634.197	79.049.438	
Provisions techniques			Technical provisions
Provision pour primes non acquises	–	39.046	Provision for unearned premiums
Provision pour sinistres	61.130.800	62.166.846	Claims outstanding
Provision pour égalisation	336.559.972	329.994.074	Equalization provision
	397.690.772	392.199.966	
Provisions pour autres risques et charges			Provisions for other risks and charges
Provision pour impôts (Note 18)	10.435.950	54.482.556	Provision for taxation (Note 18)
Dépôts reçus des réassureurs	2.094.505	5.058.201	Deposits from reinsurers
Dettes			Creditors
Dettes nées d'opération de réassurance (Note 13)	599.339	1.199.187	Creditors arising out of reinsurance operations (Note 13)
Autres dettes dont dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale (Note 9)	4.076.755	7.410.169	Other creditors, including tax and social security (Note 19)
	4.676.094	8.609.356	
Comptes de régularisation	572.786	534.917	Accruals and deferred income
	488.104.304	539.934.434	

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

The accompanying notes form an integral part of these annual accounts

Compte de profits et pertes

Exercice clôturé au 31 décembre 2019 (exprimé en euros)

Profit and Loss account

Year ended December 31, 2019 (expressed in Euro)

	2019	2018	
Compte technique de l'assurance non vie			Technical account - Non-life-insurance business
Primes acquises, nettes de réassurance			Earned premiums, net of reinsurance
Primes brutes émises (Note 14)	40.583.090	32.511.714	Gross premiums written (Note 14)
Primes cédées aux réassureurs	(16.883.837)	(14.026.647)	Outward reinsurance premiums
Variation du montant brut de la provision pour primes non acquises	39.046	627.255	Change in the gross provision for unearned premiums
	23.738.299	19.112.322	
Produits des placements alloués transférés du compte non technique	4.902.500	–	Allocated investment income transferred from the non-technical account
Autres produits techniques, nets de réassurance	32.254	33.796	Other technical income, net of reinsurance
Charge des sinistres, nette de réassurance			Claims incurred, net of reinsurance
Montants payés			Claims paid
Montants bruts	(17.890.826)	(5.407.164)	Gross amount
Part des réassureurs	2.055.001	1.242.369	Reinsurers' share
Variation de la provision pour sinistres			Change in the provision for claims
Montant brut	1.036.046	2.426.296	Gross amount
Part des réassureurs	(3.398.694)	2.644.500	Reinsurers' share
	(18.198.473)	906.001	
Frais d'exploitation nets			Net operating expenses
Frais d'acquisition	(1.869.844)	(1.692.204)	Acquisition costs
Frais d'administration (Note 16, 17 & 19)	(1.914.710)	(1.886.956)	Administrative expenses (Note 16, 17 & 19)
Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices	60.950	25.722	Reinsurance commissions and profit participations
	(3.723.604)	(3.553.438)	
Autres charges techniques, nettes de réassurance	(185.078)	(118.208)	Other technical charges, net of reinsurance
Variation de la provision pour égalisation	(6.565.898)	14.445.975	Change in the equalization provision
Résultat du compte technique de l'assurance non vie	–	30.826.448	Balance on the technical account for non-life-insurance business

Compte de profits et pertes

Exercice clôturé au 31 décembre 2019 (exprimé en euros)

Profit and Loss account

Year ended December 31, 2019 (expressed in Euro)

	2019	2018	
Compte non technique			Non-technical account
Résultat du compte technique de l'assurance non vie	–	30.826.448	Balance on the technical account for non-life-insurance business
Produits des placements			Investment income
Produits des participations	207	210	Income from participating interests
Produits des autres placements (Note 15)	13.519.243	15.809.832	Income from other investments (Note 15)
Reprises de corrections de valeur sur placements	6.822.092	180.491	Reversal of value adjustments on investments
Profits provenant de la réalisation de placements	5.638.498	–	Gains on the realization of investments
	25.980.040	16.821.173	
Charges des placements			Investment charges
Charges de gestion des placements y compris les charges d'intérêts	(3.033.582)	(3.558.149)	Investment management charges, including interests
Corrections de valeurs sur placements	(681.258)	(10.689.025)	Value adjustments on investments
Pertes provenant de la réalisation de placements	(770.865)		Losses on the realisations of investments
	(4.485.705)	(14.247.174)	
Produits des placements alloués transférés au compte technique de l'assurance non vie	(4.902.500)		Allocated investment return transferred to the non-life insurance technical account
Autres produits	597.495	98.232	Other income
Autres charges y compris les corrections de valeur	(87.519)	(57.476)	Other charges, including value adjustments
Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires (Note 18)	(1.371.040)	(4.182.631)	Tax on profit or loss on ordinary activities (Note 18)
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts	15.730.771	28.427.932	Profit or loss on ordinary activities after tax
Charges exceptionnelles (Note 19)	–	(10.595.487)	Extraordinary charges (Note 19)
Résultat exceptionnel après impôts	–	(10.595.487)	Extraordinary profit or loss after taxes
Autres impôts ne figurant pas sous les postes qui précèdent (Note 18)	(2.826.813)	(159.944)	Other taxes not shown under the preceding items (Note 18)
Résultat de l'exercice	12.903.958	17.672.501	Profit or loss for the financial year

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

The accompanying notes form an integral part of these annual accounts

Annexe

Notes to the accounts

NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

KBC Group Re S.A. (anc. Assurisk) (la «Société») est une société de réassurance constituée le 20 mars 1989 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

Le 24 mars 2011, l'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la société Assurisk en KBC Group Re S.A..

La Société a pour objet principal toutes opérations de réassurance dans toutes les branches.

Le 11 décembre 2018, KBC Group Re S.A. (société absorbante) a fusionné avec la société Kredietcorp S.A. (société absorbée), une société anonyme, existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B14.223. La fusion a entraîné le transfert par la société absorbée de tous ses éléments d'actif et de passif, à la société absorbante, aux valeurs comptables alignées en dernier lieu, conformément aux règles comptables et fiscales relatives aux évaluations, et en application de l'article 170 (2) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu, de sorte que la société absorbée ait été dissoute sans liquidation après la réalisation de la fusion.

Le portefeuille financier transféré à la Société est composé de fonds private equity.

Depuis le 28 décembre 2018, la société KBC Group Re S.A. s'est vue octroyer le régime d'intégration fiscale en tant que société intégrante à compter de l'année d'imposition 2018. Les sociétés intégrées sont : KBC Lease Luxembourg S.A. et KBC Ifima S.A..

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

NOTE 1 - GENERAL

KBC Group Re S.A. (formerly Assurisk) ("the Company") was incorporated on 20 March 1989 and is registered as a "Société Anonyme" under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

On 24 March 2011, the General Assembly has decided to change the name of the company Assurisk in KBC Group Re SA.

The main object of the Company is to carry out reinsurance operations in all classes of risks.

On 11 December 2018, KBC Group Re S.A. (the acquiring company) has merged with Kredietcorp S.A. (absorbed company), a public limited liability company, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, registered in the Luxembourg Trade and Companies Register under number B14.223. The merger resulted in the transfer by the merged company of all its assets and liabilities to the acquiring company at the last aligned book values, in accordance with the accounting and tax rules on valuations, and pursuant to Article 170 (2) of the amended Income Tax Act of 4 December 1967, so that the merged company was dissolved without liquidation after the merger had been completed.

The financial portfolio transferred to the company is composed of private equity funds.

Since 28 December 2018, KBC Group Re S.A. has been granted the tax consolidation regime as a head company as from the 2018 tax year. The integrated companies are: KBC Lease Luxembourg S.A. and KBC Ifima S.A..

The Company's accounting year begins on January 1 and ends on December 31 each year.

... Annexe

... Notes to the accounts

NOTE 2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Principes généraux**

Les comptes annuels sont établis conformément aux prescriptions légales en vigueur et aux principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg pour les sociétés de réassurance.

Les comptes annuels de la Société sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de KBC Insurance N.V., Professor Van Overstraetenplein 2, B-3000 Leuven, Belgique, société auprès de laquelle les comptes consolidés peuvent être obtenus.

Ces comptes consolidés sont eux-mêmes intégrés globalement dans les comptes consolidés de KBC Groupe S.A., Havenlaan 2, Bruxelles, Belgique, société auprès de laquelle les comptes consolidés peuvent être obtenus.

La Société est exemptée d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité suivant le système pluri-monnaire et ses comptes annuels sont exprimés en EUR.

Les transactions en devises sont converties en EUR aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture de l'exercice, les avoirs et les engagements en devises, ainsi que les provisions techniques, sont évalués en EUR sur base des cours de change en vigueur à cette date.

Les différences de change réalisées résultant de l'application de ces principes sont incluses dans le résultat de l'exercice.

NOTE 2 - SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES**General principles**

The annual accounts are prepared in accordance with the legal requirements in force and the accounting principles generally accepted for reinsurance companies in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The annual accounts of KBC Group Re S.A. are integrated in the consolidated accounts of KBC Insurance N.V., Professor Van Overstraetenplein 2, B-3000 Leuven, in Belgium. Consolidated accounts may be obtained from this company.

These consolidated accounts are further integrated in the consolidated accounts of KBC Group, Havenlaan 2, Brussels, in Belgium. Consolidated accounts may be obtained from this company.

The Company is exempted to establish consolidated accounts and a consolidated management report.

Foreign currency translation

The company maintains its accounting records according to the multi-currency system and its annual accounts are expressed in EUR.

Transactions expressed in foreign currencies are converted to EUR at the rates of exchange prevailing at the date of the transaction.

At the balance sheet date, assets and liabilities in foreign currencies, including technical provisions, are calculated in EUR on the basis of exchange rates in force at that date.

The exchange differences resulting from the application of these principles are included in the result for the financial year.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les frais de licence et de logiciel informatique qui sont portés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Ils sont amortis linéairement selon les périodes suivantes :

- logiciel 5 ans
- licence 4 ans

Parts dans des entreprises liées

Les parts dans des entreprises liées sont évaluées au coût d'acquisition. En cas de dépréciation durable, les parts dans des entreprises liées font l'objet de corrections de valeurs afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeurs ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

Bons et obligations émis par les entreprises liées et Autres placements financiers

Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires. Lorsque le prix d'acquisition de ces titres est supérieur au prix de remboursement, la différence (agio) est prise en charge en compte de profits et pertes de manière échelonnée pendant la période restant à courir jusqu'à l'échéance. Lorsque le prix d'acquisition de ces titres est inférieur à leur prix de remboursement, la différence (disagio) est portée en résultat de manière échelonnée pendant la période restant à courir jusqu'à l'échéance.

En cas de dépréciation dont les administrateurs estiment qu'elle revêt un caractère durable, ces placements font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeurs ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

Intangible assets

Intangible assets which are composed of software licenses and computer software are valued at acquisition cost.

These assets are depreciated on a straight-line basis over their estimated useful lives as follows:

- Software 5 years
- License 4 years

Shares in affiliated undertakings

Shares in affiliated undertakings are valued at acquisition cost. Where the impairment is expected to be permanent in nature, the shares in affiliated undertakings are subjected to value adjustments in order to be valued at the lower price at the balance sheet date. These value adjustments should no longer continue when the reasons for which they were made cease to apply.

Debt securities issued by affiliated undertakings and other financial investments

Debt securities and other fixed-income securities

Debt securities and other fixed income securities are recorded at acquisition cost including accessory transaction costs. Where the acquisition cost exceeds the amount repayable at maturity the difference (premium) is charged to the profit and loss account in installments over the period remaining until repayment. Where the acquisition cost is lower than the amounts repayable at maturity, the difference (discount) is released to income in installments over the period remaining until repayment.

Where the directors expect impairment in value to be permanent in nature, these investments are subjected to value adjustments in order to be valued at the lower price at the balance sheet date. These value adjustments should no longer continue when the reasons for which they were made cease to apply.

... Annexe

... Notes to the accounts

Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement

Les actions et autres titres à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement sont enregistrés à l'actif à leur prix d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement sont évalués individuellement au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur du marché.

Parts de fonds Private Equity

Pour déterminer la valeur estimée des parts de fonds Private Equity, le Conseil d'Administration se base sur les derniers états financiers des sociétés à évaluer et/ou sur d'autres informations et documents disponibles. En cas d'absence de valorisation, la dernière valorisation en date fait foi.

A la fin de chaque exercice, une correction de valeur négative est enregistrée pour tout investissement dont la valeur estimée est inférieure au coût d'acquisition. Cette correction de valeur n'est pas maintenue lorsque les raisons qui ont motivé sa constitution ont cessé d'exister.

Ce coût d'acquisition de l'investissement est augmenté en cas de nouveau capital versé et diminué en cas de distribution, qu'il s'agisse de remboursement de capital ou de tout autre type de distributions.

Les dividendes sont comptabilisés nets des éventuelles retenues à la source et sont enregistrés à la date de la décision de leur distribution. Les dividendes sont enregistrés en compte de profits et pertes.

Créances

Les créances sont inscrites à l'actif à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est partiellement ou entièrement compromis.

Actifs corporels

Les actifs corporels sont évalués à leur prix d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des biens.

Shares and other variable-yield securities and units in unit trusts

Shares and other variable-yield securities and units in unit trusts are recorded at their acquisition cost.

At the end of the financial year, shares and other variable-yield securities and units in unit trusts are valued at the lower of acquisition cost or market value.

Units in private equity funds

In order to determine the estimated value of units in private equity funds, the Board of directors relies on the financial statements of the funds and/or on other available information or documents. In case of absence of valorization, the latest valuation is retained.

At the end of the financial year, value adjustments are made for any investment whose estimated value is lower than the acquisition cost. These value adjustments should no longer continue when the reasons for which they were made cease to apply.

The acquisition cost of the investment increases in case of new paid-up capital and decreased in case of distribution, whether it is a reimbursement of capital or any other type of distribution.

Dividends are booked net of any withholding taxes and are registered at the date of the decision to distribute them. Dividends are booked in the profit and loss account.

Debtors

Debtors are shown at their nominal value. Value adjustments are made should their full or partial recovery come into doubt.

Tangible assets

Tangible assets are valued at their acquisition cost. Depreciations are calculated based on their estimated useful lives.

... Notes to the accounts

Provision pour primes non acquises

La provision pour primes non acquises comprend le montant représentant la fraction des primes brutes qui doit être allouée à l'exercice suivant ou aux exercices ultérieurs.

Elle est calculée séparément pour chaque traité sur base des informations reçues des entreprises cédantes.

Provision pour sinistres

La provision pour sinistres est constituée sur base de rapports et d'estimations individuelles reçus des compagnies cédantes, et englobe la provision pour sinistres tardifs ainsi que la provision pour frais de gestion futurs.

A la clôture de chacun des exercices suivants, la provision est ajustée en fonction de l'expérience acquise et des informations disponibles.

Le montant éventuel de la réassurance est inscrit séparément à l'actif.

Provisions pour autres risques et charges

Des provisions pour risques et charges ont été comptabilisées afin de couvrir des charges ou des dettes probables ou certaines, nettement circonscrites quant à leur nature mais dont le montant ou la date de surveillance sont encore indéterminés à la date d'établissement du bilan.

Provision pour égalisation

En conformité avec la réglementation applicable en matière de réassurance la Société doit constituer une provision pour égalisation. Sur base du règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 et des lois applicables, la dotation annuelle à cette provision est égale à la somme algébrique du résultat technique et d'une partie du résultat financier de l'entreprise jusqu'à ce que la provision atteigne un plafond déterminé par application aux primes nettes de réassurance d'un multiple fixé par le Commissariat aux Assurances pour chaque catégorie de risque.

Provision for unearned premiums

The provision for unearned premiums comprises the amount representing that part of gross premiums written which is to be allocated to the following financial year or subsequent financial years.

It is computed separately for each reinsurance contract based on the information received from the ceding companies.

Provision for claims

The provision for claims is established on the basis of reports and individual estimates received from the ceding companies and includes the provision for late losses as well as the provision for future claims handling expenses.

At the end of each subsequent financial year, the provision is adjusted as a result of acquired experience and information available.

The amount relating to reinsurance, if any, is shown separately under assets.

Provisions for other risks and charges

Provisions for other risks and charges are included in order to cover losses or debts whose nature is clearly defined and are, at the balance sheet date, either likely or certain to be incurred but amounts or timing are indeterminate.

Equalization provision

In accordance with the rules applicable for reinsurance companies in Luxembourg an equalisation provision must be established by the Company. Based on the grand-ducal regulation of 5 December 2007 and other applicable legislation, the annual allocation to this provision equals the sum of the technical results and a share of the financial result until the provision reaches a ceiling. This ceiling is determined by applying to the net reinsurance premiums as determined according to the said regulation a multiple fixed by the Commissariat aux Assurances for each type of risk.

... Annexe

... Notes to the accounts

NOTE 3 - ACTIFS INCORPORELS

	Logiciel informatique
	2019
Valeurs brutes au début de l'exercice	100.109
Acquisitions	27.046
Déductions	–
Corrections de valeur cumulées	(25.760)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	101.395

NOTE 3 - INTANGIBLE ASSETS

	Computer software
	2018
Gross book value at the beginning of the year	40.688
Acquisitions	74.133
Deductions	–
Accumulated value adjustments	(14.712)
Net book value at the end of the year	100.109

NOTE 4 - PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS

	2019
Coût d'acquisition au début de l'exercice	799
Acquisition de Kredietcorp S.A.	–
Sortie de Kredietcorp S.A. suite à la fusion	–
Coût d'acquisition à la clôture de l'exercice	799
Correction de valeur au début de l'exercice	–
Reprise de correction de valeur de l'exercice	–
Réévaluation de l'exercice	–
Corrections de valeur cumulées à la clôture de l'exercice	–
Valeur nette comptable	799
Valeur actuelle	799

NOTE 4 - SHARES IN AFFILIATED UNDERTAKINGS AND PARTICIPATING INTERESTS

	2018
Acquisition cost at the beginning of the year	799
Acquisition of Kredietcorp S.A.	17.756.487
Exit of Kredietcorp S.A. after the merger	(17.756.487)
Acquisition cost at the end of the year	799
Value adjustment at the beginning of the year	–
Reversal of value adjustment for the year	–
Reevaluation of the financial year	–
Cumulated value adjustments at the end of the year	–
Net book value	799
Current value	799

La Société détient une action dans la société ADD

The Company holds one share in the Company ADD

NOTE 5 - ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU VARIABLE

	2019
Coût d'acquisition	90.628.942
Corrections de valeur cumulées	(5.183.293)
Valeur nette comptable	85.445.649
Valeur actuelle	100.149.789

NOTE 5 - SHARES AND OTHER VARIABLE YIELD SECURITIES

	2018
Acquisition cost	75.174.958
Cumulated value adjustments	(11.324.129)
Net book value	63.850.829
Current value	72.185.017

NOTE 6 - OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU FIXE

	2019
Coût d'acquisition	337.228.770
Amortissements cumulés des agios / disagios	(9.988.067)
Valeur nette comptable	327.240.703
Valeur actuelle	347.818.591

Au cours de l'exercice 2019, le montant des disagios comptabilisés comme produits dans le compte de profits et pertes s'élève à EUR 103.045 (2018 : EUR 112.755). Le montant des agios comptabilisés comme charges dans le compte de profits et pertes s'élève à EUR 2.404.847 (2018 : EUR 2.974.002). Au 31 décembre 2019, le montant des agios non amortis s'élève à EUR 9.349.423 (2018 : EUR 9.325.951) et le montant des disagios non amortis s'élève à EUR 505.720 (2018 : EUR 583.554).

Certaines obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe, sont comptabilisées à une valeur comptable supérieure (Cf. tableau ci-dessous) à leur juste valeur. La valeur comptable n'a pas été ajustée car la dépréciation n'a pas été jugée durable.

	2019
Valeur comptable	39.989.982
Valeur actuelle	39.697.714

NOTE 6 - DEBT SECURITIES AND OTHER FIXED INCOME SECURITIES

	2018	
	377.556.821	Acquisition cost
	(10.817.422)	Accumulated value adjustments premiums / discounts
Net book value	366.739.399	
Current value	386.514.590	

During the year 2019, discounts recorded as income in the profit and loss account, amounted to EUR 103.045 (2018: EUR 112.755). The premiums booked as cost in the profit and loss amounted to EUR 2.404.847 (2018: EUR 2.974.002). As at 31 December 2019, unamortized premiums amounted to EUR 9.349.423 (2018: EUR 9.325.951) and unamortized discounts amounted to EUR 505.720 (2018: EUR 583.554).

The book value of some debt securities and other fixed income securities is greater (see table below) than their fair value. The book values have not been depreciated, as the impairment in value is not expected to become permanent.

	2018	
Net book value	31.092.658	
Fair value	30.475.304	

... Annexe

... Notes to the accounts

NOTE 7 - DÉPÔTS AUPRÈS DES ENTREPRISES CÉDANTES

Ces dépôts concernent des dépôts techniques auprès des entreprises cédantes

	2019
Valeur nette comptable	28.326.512
Valeur actuelle	28.326.512

Au 31 décembre 2019, les dépôts auprès de cédantes qui sont des entreprises liées s'élèvent à EUR 17.274.252 (2018 : EUR 29.604.259).

NOTE 8 - CRÉANCES NÉES D'OPÉRATIONS DE RÉASSURANCE

Au 31 décembre 2019, des créances sur entreprises liées figurent pour un montant de EUR 1.673.736 (2018 : EUR 2.665.755).

NOTE 9 - AUTRES CRÉANCES ET AUTRES DETTES, DONT DETTES FISCALES ET DETTES AU TITRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Au 31 décembre 2019, les autres créances incluent principalement les avances d'impôts payées par KBC Group Re à l'administration fiscale (EUR 14.071.616), les créances d'impôts vis-à-vis des autres entités du groupe faisant partie de l'intégration fiscale dont la Société est la tête (EUR 1.556.402) et la créance d'impôt vis-à-vis de l'administration fiscale (EUR 4.318.350).

Les autres dettes incluent pour EUR 4.022.202 un montant de provisions fiscales vis-à-vis de l'administration fiscale et des autres sociétés faisant partie de l'intégration fiscale.

NOTE 10 - ACTIFS CORPORELS

	2019
Valeurs brutes au début de l'exercice	239.878
Acquisitions	21.973
Réductions	–
Corrections de valeur cumulées	(61.759)
	200.092

NOTE 7 - DEPOSITS WITH CEDING COMPANIES

These deposits relate to technical deposits with ceding companies

	2018	
	37.414.085	Net book value
	37.414.085	Current value

As at 31 December 2019, the deposits with ceding companies that are affiliated undertakings amounted to EUR 17.274.252 (2018: EUR 29.604.259).

NOTE 8 - DEBTORS ARISING OUT OF REINSURANCE OPERATIONS

As at 31 December 2019 debtors arising out of reinsurance operations owed by affiliated undertakings amounted to EUR 1.673.736 (2018: EUR 2.665.755).

NOTE 9 - OTHER RECEIVABLES AND OTHER CREDITORS, INCLUDING TAX AND SOCIAL SECURITY LIABILITIES

As at 31 December 2019, other receivables mainly include tax advances paid to the tax authorities by KBC Group Re in respect of the tax consolidation (EUR 14.071.616) and tax receivables from other entities of the group that are part of the tax consolidation headed by KBC Group Re (EUR 1.556.402) and tax receivables from the tax authorities (EUR 4.318.350).

Other liabilities include EUR 4.022.202 of tax provisions to the tax authorities and to other companies in the group that are part of the tax consolidation group.

NOTE 10 - TANGIBLE ASSETS

	2018	
	155.100	Gross book value at the beginning of the year
	127.542	Acquisitions
	–	Deductions
	(42.764)	Accumulated value adjustments
	239.878	

NOTE 11 - CAPITAL SOUSCRIT

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à EUR 41.692.987 représenté par 544 actions sans désignation de valeur nominale.

NOTE 11 - CAPITAL AND RESERVES

As at 31 December 2019, the share capital amounted to EUR 41.692.987 represented by 544 shares with no nominal value.

	Capital souscrit Subscribed capital	Réserve légale Legal reserve	Autres réserves Other reserves	Distribution de dividende Dividend	Résultat de l'exercice Result of the year
En EUR In EUR					
Au 31.12.2018 As at 31.12.2018	41.692.987	4.169.299	15.514.651	–	17.672.501
Affectation du résultat 2018 Allocation of 2018 result	–	–	1.077.550	16.594.951	-17.672.501
Kredietcorp – Libération de la réserve IF 2013' Kredietcorp - release of the reserve IF 2013			-126.843	126.843	
Fusion Kredietcorp – Variation de la réserve de juste valeur Kredietcorp merger – change in the fair value reserve			-519.318		
Fusion Kredietcorp – Résultat de Kredietcorp 2018 Kredietcorp merger – 2018 result of Kredietcorp			-2.078.087	2.078.087	
Résultat 2019 2019 result	–	–	–	–	12.903.958
Au 31.12.2019 As at 31.12.2019	41.692.987	4.169.299	13.867.953	18.799.881	12.903.958

L'affectation du résultat 2018 a été effectuée après approbation des comptes par les actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire du 13 mai 2019.

La réserve de juste valeur correspond à la réserve constituée au titre de l'article 54 LIR par la société Kredietcorp S.A. pour neutraliser la plus-value réalisée sur certains titres en portefeuille. Au cours de l'exercice 2019, cette plus-value a été extournée à hauteur de EUR 519.318. Au 31 décembre 2019, la plus-value résiduelle s'élève donc à EUR 428.306.

The allocation of the 2018 result was made after approval of the accounts by the shareholders at the Annual General Meeting on 13 May 2019.

The fair value reserve corresponds to the reserve set up by Kredietcorp S.A. pursuant to article 54 LIR in order to neutralize the realized gain on certain securities. During the financial year 2019, this gain was reversed in the amount of EUR 519,318. As at December 31, 2019, the residual gain amounts to EUR 428,306.

... Annexe

... Notes to the accounts

NOTE 12 - RÉSERVE LÉGALE

Le bénéfice annuel des sociétés luxembourgeoises doit faire l'objet d'un prélèvement de 5 % à affecter à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve a atteint 10 % du capital.

La réserve légale ne peut être distribuée sous forme de dividendes ou quelque autre forme que ce soit pendant la durée de la société. L'affectation à la réserve légale est effectuée après approbation des comptes par les actionnaires lors de l'assemblée générale.

NOTE 13 - DETTES NÉES D'OPÉRATIONS DE RÉASSURANCE

Au 31 décembre 2019, des dettes envers des entreprises liées figurent pour un montant de EUR 0 (2018 : EUR 0).

NOTE 14 - PRIMES BRUTES ÉMISES DU COMPTE TECHNIQUE ASSURANCE

Les primes brutes peuvent être ventilées comme suit:

	2019	2018	
Branches Non vie	40.583.090	32.511.714	Non-life insurance

NOTE 15 - PRODUITS DES AUTRES PLACEMENTS

Les produits des autres placements peuvent être ventilés comme suit :

	2019	2018	
Produits d'obligations émises par des sociétés du groupe	0	73.647	Income from debt securities issued by affiliated undertakings
Produits provenant des dépôts et comptes courants auprès d'établissements de crédit liés	706	559	Income from deposits and current accounts held by affiliated credit institutions
Produits provenant d'autres placements	13.518.537	15.735.626	Income from other investments
	13.519.243	15.809.832	

NOTE 12 - LEGAL RESERVE

5 % of the annual profit of companies incorporated under Luxembourg law must be allocated to the legal reserve. That allocation ceases to be necessary when the legal reserve reaches 10 % of the share capital.

The legal reserve cannot be distributed as dividend or in any other form of payment to the shareholders during the life of the company. Allocation to the legal reserve is decided by the shareholders during their annual general meeting approving the annual accounts.

NOTE 13 - CREDITORS ARISING OUT OF REINSURANCE OPERATIONS

As at 31 December 2019, creditors arising out of reinsurance operations owed to affiliated undertakings amount to EUR 0 (2018: EUR 0).

NOTE 14 - GROSS PREMIUMS WRITTEN

Gross premiums are broken down as follows:

NOTE 15 - INCOME FROM OTHER INVESTMENTS

Income from other investments is distributed as follows:

NOTE 16 - FRAIS DE PERSONNEL

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2019 s'est élevé à : 8,95 (en équivalent temps plein) personnes (2018 : 8,5 personnes), représenté par les catégories suivantes :

- Dirigeants : 1 FTE
- Cadres
- Employés : 7,95 FTE

Les frais de personnel relatifs à l'exercice se décomposent comme suit :

	2019	2018	
Salaires et traitements	792.600	761.756	Salaries
Charges sociales	148.415	140.901	Social security costs
Dont pensions	61.438	57.754	of which: pensions

Les frais de personnel sont inclus dans le poste « frais administratifs ».

NOTE 17 - RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET ENGAGEMENTS DE PENSION À L'ÉGARD DES ANCIENS MEMBRES DE CES ORGANES

La Société n'a pas alloué de rémunérations aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance en raison de leurs fonctions au 31 décembre 2019 et 2018. La Société n'a pas d'engagement de pension à l'égard des anciens membres de ces organes au 31 décembre 2019.

NOTE 18 - IMPÔTS

La Société est soumise aux impôts sur le revenu et sur la fortune en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Les impôts sur le revenu sont portés sur la ligne « Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires » dans le compte de profits et pertes. Les impôts sur la fortune figurent dans la rubrique « Autres impôts ne figurant pas sous les postes qui précèdent » dans le compte de profits et pertes.

NOTE 16 - STAFF COSTS

The average number of persons employed during the financial year 2019 amount to 8,95 (in full time equivalent) (2018 : 8,5 persons), represented as follows :

- Directors : 1 FTE
- Managers
- Employees : 7,95 FTE

Staff costs relating to the financial year are composed as follows:

Staff costs are included in the caption "administrative expenses".

NOTE 17 - REMUNERATION GRANTED TO MEMBERS OF SUPERVISORY BODIES AND COMMITMENTS ENTERED INTO IN RESPECT OF RETIREMENT PENSIONS FOR FORMER MEMBERS OF THOSE BODIES

The Company did not grant any remuneration to members of supervisory bodies for the services rendered during the year 2019 and in 2018. The Company has no commitments in respect of retirement pensions for former members of those bodies as at 31 December 2019.

NOTE 18 - TAXES

The Company is subject to taxes on income and on wealth in force in the Grand Duchy of Luxembourg.

Taxes on income are recognized under "Tax on profit or loss on ordinary activities" in the profit and loss account. Taxes on wealth are included in "Other taxes not shown under the preceding items" in the profit and loss account.

... Annexe

... Notes to the accounts

NOTE 19 - CHARGES EXCEPTIONNELLES

Suite à la fusion par absorption avec la société Kredietcorp S.A., il en a résulté une perte de fusion évaluée à EUR 10.595.487 pour l'année 2018.

NOTE 20 - CHARGES D'HONORAIRES DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Catégorie d'honoraires relatifs à l'exercice :

	2019	2018	
Contrôle légal des comptes annuels (y inclus le rapport règlementaire)	26.062	41.757	Legal audit of the financial statements (including regulatory report)

NOTE 21 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le montant des engagements représentant le capital restant à verser dans les fonds de « Private Equity » au 31 décembre 2019 s'élève à EUR 5.063.968.

NOTE 22 - EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est survenu entre le 31 décembre 2019 et la date d'arrêté des comptes.

NOTE 19 - EXTRAORDINARY CHARGES

Following the merger by absorption with Kredietcorp S.A., the result was a merger loss estimated at EUR 10.595.487 for the year 2018.

NOTE 20 - FEES CHARGED BY THE AUDIT FIRM

Category of fees related to the financial year:

NOTE 21 - OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS

As at 31 December 2019, commitments representing the remaining capital to be paid for the private equity funds amounted to EUR 5.063.968.

NOTE 22 - EVENTS AFTER CLOSURE

There were no significant events between 31 December 2019 and the closing date of the accounts.

KBC GROUP RE S.A.
4, rue du Fort Wallis
L-2714 Luxembourg

